



KPMG Sénégal S.A.
Avec Conseil d'Administration
Immeuble Horizons S.A.
83, Boulevard de la République
Dakar – Sénégal

Téléphone : + 221 33 849 27 27
Télécopie : + 221 33 822 17 02
NINEA : 22486742 S 3 RC : SN-DKR -2003- B -4225

**MISSION DE REVUE INDEPENDANTE
DE LA CONFORMITE DE LA PASSATION
DES MARCHES DES AUTORITES
CONTRACTANTES AU TITRE DE LA
GESTION 2013**

**GROUPE III
MINISTRE DE L'ECONOMIE, DES
FINANCES ET DU PLAN
(MEFP)**

RAPPORT DEFINITIF

**ARMP
AUTORITE DE REGULATION
DES MARCHES PUBLICS
Rue Alpha Hachamiyou TALL x Kléber BP 11303
Dakar - Sénégal**

Ce document contient 46 pages (incluant celle-ci)

Réf. NDS/DSDS/OS/2015-07/716



SOMMAIRE

SYNTHESE	6
1. CONTEXTE ET OBJECTIFS DE LA MISSION	6
1.1 Contexte	6
1.2 Objectifs de la mission	6
1.2.1 Objectifs spécifiques	6
1.2.2 Etendue des travaux à effectuer	8
2. ENVIRONNEMENT DES MARCHES PUBLICS	9
2.1 Réglementation en vigueur pour l'exercice contrôlé	9
2.1.1 Rappel relatif à la réglementation des marchés publics au Sénégal	9
2.1.1.1 Dispositif institutionnel actuel	10
2.1.2 Principes	13
2.1.2.1 Champ d'application du CMP (article 2 du CMP)	13
2.1.2.2 Seuils de passation de marchés (article 53 du CMP)	13
2.1.3 Procédures	14
3. SYNTHESE DE LA REVUE	15
3.1 Constats relatifs au dispositif institutionnel, à l'organisation et à l'environnement de la passation des marchés	15
3.1.1 Présentation de l'autorité contractante	15
3.1.2 Commission des marchés	15
3.1.3 Cellule de Passation des marchés	15
3.1.4 Production des rapports trimestriels et du rapport annuel	15
3.1.5 Documents de programmation de la préparation des marchés	15
3.1.5.1 Plan de Passation des Marchés	15
3.1.5.2 Avis Général de Passation des Marchés	15
3.1.6 Archivage des dossiers	16
3.2 Constats spécifiques aux marchés examinés	16
3.2.1 Echantillon	16
3.2.2 Rappel des seuils de passation des marchés applicables à l'entité auditée (article 53 du CMP)	17
3.2.3 Marchés conclus par AOO	18
3.2.4 Marchés conclus par AO en deux étapes	22
3.2.5 Marchés conclus par AOR	22
3.2.6 Marchés de prestations intellectuelles	25
3.2.7 Marchés conclus par DRP	26
3.2.8 Marchés passés par Entente Directe	29

3.2.9	<i>Avenants</i>	29
3.2.10	<i>Evaluation des fractionnements potentiels</i>	29
3.2.11	<i>Marchés ayant fait l'objet d'un recours auprès du Comité de Règlement des Différends de l'ARMP</i>	29
3.3	<i>Constats relatifs à l'exécution financière</i>	29
3.4	<i>Constats relatifs au contrôle de matérialité</i>	29
4.	<i>SYNTHESE DES NON CONFORMITES ET RECOMMANDATIONS</i>	30
5.	<i>SUIVI DES RECOMMANDATIONS ANTERIEURES</i>	37
6.	<i>STATISTIQUES DES ANOMALIES</i>	38
7.	<i>ANNEXES</i>	39
7.1	<i>Réponses de l'Autorité Contractante</i>	39
7.2	<i>Réponses du cabinet aux commentaires de l'Autorité Contractante</i>	46

ABREVIATIONS ET ACRONYMES

PRINCIPALES ABREVIATIONS ET/OU ACRONYMES	APPELATIONS COMPLETES/DETAILS
AC	Autorité Contractante
AGPM	Avis Général de Passation des Marchés
AOO	Appels d'Offre Ouvert
AOR	Appel d'Offre Restreint
ARMP	Autorité de Régulation des Marchés Publics
BL	Bordereau de Livraison
CFAA	Country Financial Accountability Assessment
CFA	franc des Colonies Françaises d'Afrique
CM	Commission des Marchés
CMP	Code des Marchés Publics
CNCA	Commission Nationale des Contrats de l'Administration
COA	Code d'Obligation de l'Administration
COF	Contrôle des Opérations Financières
CPAR	Country Procurement Accountability Review
CPM	Cellule de Passation des Marchés
DAC	Dossier d'Appel à la Concurrence
DAGE	Direction de l'Administration Générale et de l'Equipement
DAO	Dossier d'Appel d'Offres
DASP	Direction de l'Appui au Secteur Privé
DB	Direction du Budget
DCMP	Direction Centrale des Marchés Publics
DGCPT	Direction Générale de la Comptabilité Publique et du Trésor
DGD	Direction Générale des Douanes
DGF	Direction Générale des Finances
DGID	Direction Générale des Impôts et des Domaines
DMC	Direction de la Monnaie et du Crédit
DMTA	Direction du Matériel et du Transit Administratif
DN	Document non obtenu
DPEE	Direction de la Prévision et des Etudes Economiques
DRP	Demande de Renseignements et de Prix
DSID	Direction des Systèmes Informatiques Douaniers
DTAI	Direction du Traitement Automatique de l'Information
ED	Entente Directe
FMI	Fond Monétaire International
IGF	Inspection Générale des Finances
MEFP	Ministère de l'Economie, des Finances et du Plan
MO	Maître d'Ouvrage
MOD	Maître d'Ouvrage Délégué
N/A	Non applicable
PASP	Projet d'Appui à la Promotion du Secteur Privé

PRINCIPALES ABREVIATIONS ET/OU ACRONYMES	APPELATIONS COMPLETES/DETAILS
PCRBF	Projet de Coordination des Réformes Budgétaires et Financières
PI	Prestation Intellectuelle
PPM	Plan de Passation des Marchés
PRM	Personne Responsable des Marchés
PV	Procès-verbal
SA	Société Anonyme
SIGFIP	Système Intégré de Gestion des Finances Publiques
SN	Société Nationale
SPM	Spécialiste en Passation des Marchés
TTC	Toutes Taxes Comprises
TVA	Taxe sur la valeur ajoutée
UEMOA	Union Economique Monétaire Ouest Africaine
UCSPE	Unité de Coordination et de Suivi de la Politique Economique

SYNTHESE

1. CONTEXTE ET OBJECTIFS DE LA MISSION

1.1 Contexte

Le Gouvernement du Sénégal a réalisé, entre 2002 et 2003, avec l'appui des partenaires au développement, deux (02) exercices d'évaluation :

- ✚ l'un des systèmes de gestion des finances publiques ;
- ✚ l'autre de la passation des marchés publics.

visant à améliorer la performance de la gestion des finances publiques sénégalaises. Ces exercices ont donné lieu à la production des rapports CFAA - Country Financial Accountability Assessment et CPAR - Country Procurement Accountability Review.

A ces rapports, s'en sont suivies :

- ✚ l'initiation de mesures de réformes budgétaires et la prévision de l'évolution du Code des Marchés Publics ;
- ✚ en 2004, la première mission d'audit à posteriori de la passation de marchés de six (06) ministères clés et celui de huit (08) ministères l'année suivante ;
- ✚ en 2005, la formulation de directives du Conseil des Ministres de l'UEMOA en faveur de l'amélioration harmonisée des systèmes de passation des marchés publics dans l'Union ;
- ✚ la mise en place des nouveaux organes du système de passation de marchés en 2007 ;
- ✚ la promulgation d'un nouveau Code des Marchés Publics en 2011 (Décret N° 2011-1048 du 27 juillet 2011) ;
- ✚ et la généralisation des revues indépendantes de la conformité de la passation des marchés des Autorités Contractantes sous l'impulsion de la nouvelle Autorité de Régulation des Marchés.

La présente mission de revue indépendante s'inscrit dans le cadre de la généralisation précitée.

1.2 Objectifs de la mission

La mission a pour objectif principal, au sein des autorités contractantes, de vérifier le processus de passation et d'exécution des marchés conclus entre le 1er Janvier et le 31 décembre 2013, afin de mesurer le degré de respect des dispositions et procédures édictées par le Code des Marchés.

Il s'est agi principalement d'apprécier l'adéquation des procédures de passation des marchés et les modalités de gestion des contrats aux dispositions du CMP pour les dépenses effectuées par lesdites autorités contractantes.

1.2.1 Objectifs spécifiques

La mission comprend **les objectifs spécifiques** suivants :





- ✚ se faire une opinion sur les procédures de passation de marchés adoptées pour les contrats sélectionnés ; **l'opinion doit être fournie individuellement pour chaque autorité contractante ;**

- ✚ vérifier la conformité des procédures aux principes généraux d'économie, efficacité, équité et transparence, édictés par le CMP ;
- ✚ fournir autant que possible, une opinion sur la qualité des contrats, incluant les aspects techniques et économiques ;
- ✚ identifier les cas de non-conformité des procédures avec les directives du CMP, en particulier dans les cas de rejet d'offres moins - disantes, de fractionnement de marchés, de non-respect des dispositions préalables à la mise en concurrence, de non-respect des éléments constitutifs des cahiers des charges, de non-respect des seuils fixés pour les avenants, de non-respect des règles de publicité et de communication, etc. ; pour chacune des autorités contractantes, nous apporterons un jugement sur l'acceptabilité de telles situations en regard des dispositions du CMP ;
- ✚ procéder à la revue des plaintes des soumissionnaires pour évaluer l'exhaustivité, l'efficacité et la pertinence de leur traitement par l'autorité contractante et établir le pourcentage des plaintes traitées en conformité avec la réglementation en vigueur ; en ce qui concerne les plaintes finalement soumises au Comité de Règlement des Différends de l'ARMP, nous examinerons aussi le degré d'application (en pourcentage), par l'autorité contractante, des décisions y relatives, de même que la pertinence de ces décisions ;
- ✚ pour les marchés sélectionnés atteignant les seuils de revue de la Direction centrale des Marchés publics (DCMP), examiner la pertinence et la conformité à la réglementation des avis de cette direction ;
- ✚ dégager pour les contrats sélectionnés, les niveaux effectifs de décaissement par rapport au niveau d'exécution ;
- ✚ examiner et évaluer les situations d'attribution de marchés par entente directe : nous passerons en revue l'ensemble des marchés passés par entente directe et déduirons en fin de revue d'une part, les pourcentages en montant et en nombre des marchés de gré à gré par rapport à l'ensemble des marchés passés par l'autorité contractante et, d'autre part, les pourcentages en montant et en nombre des marchés de gré à gré non conformes à la réglementation en vigueur ; nous évaluerons aussi dans toute la mesure du possible la compétitivité des prix proposés dans les marchés par entente directe ;
- ✚ examiner la conformité de l'organisation en matière de passation de marchés et, fournir, au regard des dispositions prévues par le CMP et ses textes d'application, des recommandations en ce qui concerne le fonctionnement et les capacités des commissions internes de marchés, des cellules de passation de marchés et des différents contrôles internes ;
- ✚ examiner les éventuels indices de fraude et de corruption ou d'autres pratiques (manœuvres collusoires, manœuvres restrictives, manœuvres obstructives) telles qu'elles sont définies dans les Directives publiées par la Banque mondiale ;
- ✚ évaluer éventuellement le niveau de prise en compte des recommandations de l'audit précédent et leur application par l'Autorité contractante, ainsi que l'impact éventuel de ces mesures sur les pratiques au niveau de cette autorité ;
- ✚ faire des recommandations pour le futur.

Un expert de l'ARMP a été désigné pour accompagner ponctuellement la mission sur les sites des autorités contractantes afin de lui faciliter l'introduction auprès desdites autorités et l'appuyer dans le cadre de la constitution de la documentation.

1.2.2 Etendue des travaux à effectuer

Notre mission porte principalement sur :




-  la vérification, au sein des autorités contractantes (pour les ministères sont pris en compte, outre les services centraux, les organismes rattachés, soumis à l'application du CMP, de l'application des dispositions du CMP dans le cadre de la passation et de l'exécution des marchés qu'elle soit la source de financement (des ressources internes et ressources externes) de leurs budgets (budget de l'Etat pour les services centraux des ministères ; budget des services rattachés aux ministères, soumis à l'application du CMP ; budget des collectivités locales) ;
-  la formulation de recommandations tant au niveau organisationnel qu'au niveau de la passation et de l'exécution des marchés.
-  l'organisation des séances de restitution de nos rapports provisoires au niveau de chacune des autorités contractantes concernées ;
-  en fin de mission nous devons assurer à 25 experts de l'ARMP et de la Direction Centrale des Marchés Publics DCMP, une formation de 2 jours sur les pratiques d'audit en matière de passation de marchés. Les sessions de formation seront organisées au siège de chaque institution.

2. ENVIRONNEMENT DES MARCHES PUBLICS




2.1 Réglementation en vigueur pour l'exercice contrôlé

2.1.1 Rappel relatif à la réglementation des marchés publics au Sénégal




Le Code des Marchés Publics (décret N°2011-1048 du 27 juillet 2011) fixe les règles régissant la passation, l'exécution et le contrôle des marchés conclus par les autorités contractantes pour répondre à leurs besoins en matière de :

-  réalisation de travaux ;
-  d'achat de fournitures ;
-  d'achat de services ;

Ce décret a été pris en application :

-  de la Directive N° 04/2005/CM/UEMOA du 9 décembre 2005 portant procédures de passation, d'exécution et de règlement des marchés publics et des délégations de service public dans l'Union Économique et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA) ;
-  de la Directive N° 05/2005/CM/UEMOA du 9 décembre 2005 portant contrôle et régulation des marchés publics et des délégations de service public dans l'Union Économique et Monétaire Ouest Africaine ;
-  des dispositions relatives aux modes de conclusions des contrats administratifs du COA (Code des Obligations de l'Administration), qui résultent de la Loi n°65-51 du 19 juillet 1965, modifiée par la Loi n°2006-16 du 30 juin 2006. C'est ce que prévoit en particulier l'article 23 du COA.

Le contrôle des marchés publics est en outre fondé sur les textes suivants :

-  le décret n° 2005-576 du 22 juin 2005, portant Charte de Transparence et d'Éthique ;
-  le décret n° 2007-546 du 25 avril 2007, portant organisation et fonctionnement de l'Autorité de Régulation des Marchés Publics ;
-  le décret n° 2007-547 du 25 avril 2007, portant création de la Direction Centrale des Marchés Publics ;

✚ les textes subséquents d'application parmi lesquels les arrêtés suivants :

- Arrêté N° 012783 du 26/12/12 relatif à l'organisation et au fonctionnement des cellules de passation des marchés des autorités contractantes pris en application de l'article 35 du Code des Marchés Publics ;
- Arrêté N° 012785 du 26/12/12 fixant les seuils de contrôle à priori des dossiers d'appel à la concurrence avant le lancement de la procédure pris en application des dispositions de l'article 140.a du Code des Marchés Publics ;
- Arrêté N° 012786 du 26/12/12 fixant le nombre et les conditions de désignation des membres des commissions des marchés des Autorités Contractantes pris en application de l'article 36-1 du Code des Marchés Publics ;
- Arrêté N° 012788 du 26/12/12 fixant le modèle d'engagement des candidats à respecter les dispositions de la Charte de Transparence et d'Éthique en matière de Marchés Publics pris en application de l'article 44-f du Code des Marchés Publics ;
- Arrêté N° 012789 du 26/12/12 relatif aux commandes pouvant être dispensées de forme écrite et donner lieu à règlement sur mémoires ou factures pris en application de l'article 78-3-a du Code des Marchés Publics ;
- Arrêté N° 012790 du 26/12/12 fixant les seuils en dessous desquels il n'est pas requis de garantie de soumission pris en application de l'article 113 du Code des marchés Publics ;
- Arrêté N° 012791 du 26/12/12 pris en application de l'article 114 du Code des Marchés Publics fixant les seuils à partir desquels il est requis une garantie de bonne exécution ;

✚ Ainsi que les circulaires, décisions, résolutions, etc. précisant les modalités d'application du CMP.

2.1.1.1 Dispositif institutionnel actuel

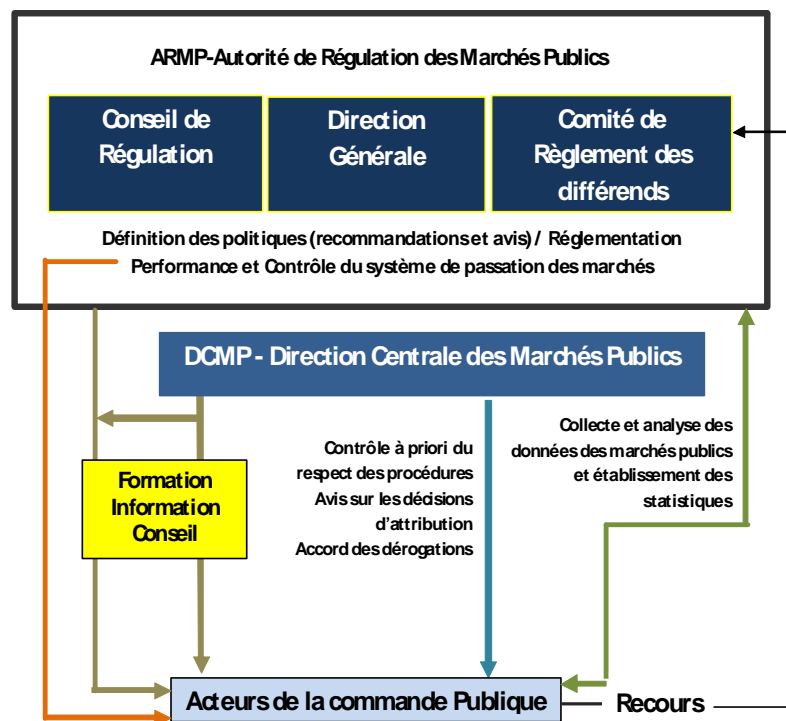
Le dispositif institutionnel mis en place comporte deux (02) structures qui sont l'Autorité de Régulation des Marchés Publics – ARMP et la Direction Centrale des Marchés Publics – DCMP.

✚ l'Autorité de Régulation des Marchés Publics – ARMP

La régulation des marchés publics est assurée par l'Autorité de Régulation des Marchés Publics (ARMP) qui est une autorité administrative indépendante, rattachée à la Primature. Elle est créée par la loi n° 2006-16 du 30 juin 2006 modifiant le Code des Obligations de l'Administration et est dotée de l'autonomie financière et de gestion. La mission et les attributions de l'ARMP sont définies par le décret n° 2007-546 du 25 avril 2007 portant organisation et fonctionnement de l'ARMP.

Les rôles clés de l'ARMP sont schématisés ci-après :

Figure 1 - Les acteurs institutionnels clés de la commande publique au Sénégal



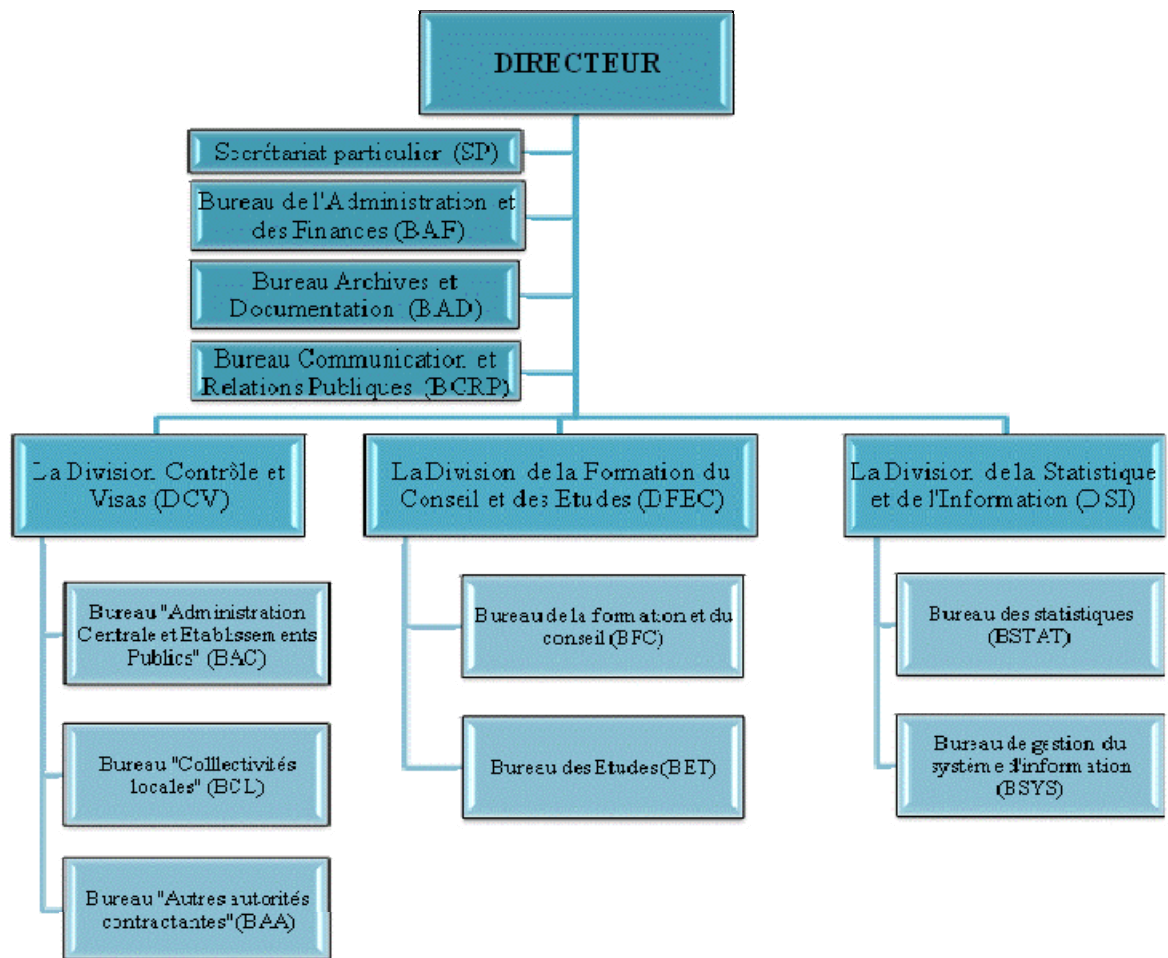
la Direction Centrale des Marchés Publics – DCMP

Le contrôle de la passation des marchés est effectué par la Direction Centrale des Marchés Publics (DCMP).

Créée par le décret n°2007-547 du 25 avril 2007, la DCMP a pour mission :

- ✚ d'assurer le contrôle à priori des procédures de passation et d'attribution des marchés publics ;
- ✚ d'émettre des avis sur les décisions concernant l'attribution des marchés et d'accorder à la demande des autorités contractantes, les autorisations et dérogations nécessaires lorsqu'elles sont prévues par la réglementation ;
- ✚ d'assurer, en relation avec l'Autorité de Régulation des Marchés publics, la formation, l'information et le conseil de l'ensemble des acteurs de la Commande publique sur la réglementation et les procédures applicables ;
- ✚ de contribuer, en relation avec l'Autorité de Régulation des Marchés publics, à la collecte et à l'analyse des données ainsi qu'à l'établissement des statistiques sur les marchés publics.

L'organigramme de la DCMP est présenté ci-dessous :



Ainsi, la DCMP est un acteur majeur du système institutionnel de la passation des marchés.

2.1.2 Principes

2.1.2.1 Champ d'application du CMP (article 2 du CMP)

Le code des marchés publics s'applique aux marchés conclus par les autorités contractantes suivantes :

- a) l'Etat, y compris ses services déconcentrés et les organismes non dotés de la personnalité morale placés sous son autorité ;
- b) les collectivités locales, y compris leurs services déconcentrés et les organismes non dotés de la personnalité morale, placés sous leur autorité, ainsi que les groupements mixtes et les établissements publics locaux visés respectivement par les articles 74 et 327 du Code des collectivités locales ;
- c) les établissements publics ;
- d) les agences ou organismes, personnes morales de droit public ou privé, autres que les établissements publics, sociétés nationales ou sociétés anonymes à participation publique majoritaire, dont l'activité est financée majoritairement par l'Etat ou une collectivité locale et s'exerce essentiellement dans le cadre d'activités d'intérêt général ;
- e) les sociétés nationales et les sociétés anonymes à participation publique majoritaire ;
- f) les associations formées par les personnes visées aux paragraphes a) à e) ci-dessus.

Les marchés passés par une personne morale de droit public ou privé pour le compte d'une autorité contractante sont soumis aux règles qui s'appliquent, conformément au CMP, aux marchés passés directement par ladite autorité contractante. La délégation des tâches relatives à la passation de marchés concernant la réalisation d'ouvrages ou de projets, doit être effectuée dans les conditions stipulées aux articles 31 à 34 du CMP.

2.1.2.2 Seuils de passation de marchés (article 53 du CMP)

Pour l'application des procédures de passation des marchés, il est tenu compte des seuils suivants relatifs à la valeur estimée des marchés, TVA comprises :

SEUILS DE PASSATION DE MARCHES en F CFA				
	Etat / Collectivités locales / Etablissements publics	SN ¹ / SA ² à participation publique majoritaire	Agences et organismes	
			Dotés de la personnalité morale	Non dotés de la personnalité morale
Fournitures	15 000 000	30 000 000	30 000 000	15 000 000
Travaux	25 000 000	50 000 000	50 000 000	25 000 000
Prestations intellectuelles	25 000 000	30 000 000	30 000 000	25 000 000
Services	15 000 000	30 000 000	30 000 000	15 000 000

Les marchés dont les montants sont inférieurs aux seuils ci-dessus font l'objet de Demande de Renseignements et de Prix (DRP) conformément à l'article 78 du CMP.

¹ Sociétés Nationales

² Sociétés Anonymes

2.1.3 Procédures

Le code des marchés publics prévoit cinq (05) procédures d'appel d'offres à savoir :

- ✚ appel d'offres ouvert (articles 66 à 70 du CMP) ;
- ✚ appel d'offres avec pré-qualification (articles 66 à 70 et 71 du CMP) ;
- ✚ appel d'offres ouvert en deux étapes (articles 66 à 70 et 72 du CMP) ;
- ✚ appel d'offres restreint (articles 66 à 70 et 73 du CMP) ;
- ✚ appel d'offres avec concours (articles 66 à 70 et 75 du CMP).

Toutefois l'appel d'offres ouvert constitue le mode de passation des marchés auquel les autorités contractantes doivent recourir par principe. Il ne peut être dérogé à ce principe que dans les conditions prévues par le CMP.

En effet, le CMP prévoit des procédures spécifiques telles que :

- ✚ l'entente directe qui est applicable dans les cas prévus à l'article 76 du CMP ;
- ✚ la Demande de Renseignements et de Prix (DRP) pour les fournitures, travaux ou services dont la valeur estimée est inférieure aux seuils fixés à l'article 53 du CMP ;
- ✚ la consultation restreinte pour les marchés de prestations intellectuelles ;
- ✚ les marchés à commande ou marchés de clientèle lorsque l'autorité contractante ne peut déterminer à l'avance le volume et le rythme des commandes de fournitures ou services courants nécessaires à ses besoins.

3. SYNTHESE DE LA REVUE

3.1 Constats relatifs au dispositif institutionnel, à l'organisation et à l'environnement de la passation des marchés

3.1.1 Présentation de l'autorité contractante

- Le Ministère de l'Economie, des Finances et du Plan est sous l'autorité de la Primature. Il est chargé de préparer et d'appliquer la politique arrêtée par le Chef de l'Etat en matière économique et financière, de planification, du développement, de population et de statistiques.
- Le Ministère des Finances, de l'Economie et du Plan représente l'Etat auprès des institutions financières internationales et notamment du FMI, de la Banque Mondiale, de la Banque Africaine de Développement, de la Banque Islamique de Développement et de la Banque Arabe pour le Développement Economique de l'Afrique. Le Ministre des Finances, de l'Economie et du Plan, représente l'Etat dans les réunions ministérielles de la zone franc et de l'UEMOA et il prépare les projets discutés dans ces enceintes. Il représente l'Etat dans les réunions ministérielles liées à la mise en œuvre de l'Accord de Cotonou. Il est associé aux négociations commerciales internationales conduites par le Ministre chargé du Commerce. Il participe aux commissions mixtes.

3.1.2 Commission des marchés

- Nous avons obtenu la note de service nommant les membres de la Commission des marchés du Ministère de l'Economie, des Finances et du Plan. Toutefois, nous n'avons pas obtenu le document permettant de vérifier que cette note de service a été transmise à la DCMP et à l'ARMP.

3.1.3 Cellule de Passation des marchés

- Nous n'avons pas obtenu le document nommant les membres de la Cellule de Passation des marchés du Ministère de l'Economie, des Finances et du Plan.

3.1.4 Production des rapports trimestriels et du rapport annuel

- La Cellule de Passation des Marchés du MEFP a produit des rapports trimestriels pour la gestion 2013. Nous n'avons pas relevé d'anomalies majeures concernant les rapports émis.
- Toutefois, le rapport annuel n'a pas été produit par la Cellule de Passation des marchés contrairement à ce que stipule l'arrêté N° 012787 du 26.12.2012 relatif à l'organisation et au fonctionnement des cellules de passation des marchés des autorités contractantes pris en application de l'article 35 du Code des Marchés publics.

3.1.5 Documents de programmation de la préparation des marchés

3.1.5.1 Plan de Passation des Marchés

- Nous avons obtenu le plan de passation des marchés du MEFP pour la gestion 2013. Nous n'avons pas relevé d'anomalies majeures sur le Plan de Passation des Marchés reçu.

3.1.5.2 Avis Général de Passation des Marchés

- Nous avons obtenu l'Avis Général de Passation des Marchés pour la gestion 2013, toutefois, nous n'avons pas obtenu la preuve de sa publication. Nous ne pouvons donc pas nous prononcer sur la conformité à l'article 06 du CMP qui stipule que l'avis

général doit être établi et publié avant la fin du mois de janvier de l'année prévue pour leur passation.

3.1.6 Archivage des dossiers

- ✚ Nous avons constaté un réel défaut d'archivage des documents de marchés, ce qui a rendu difficile l'exécution de nos travaux.

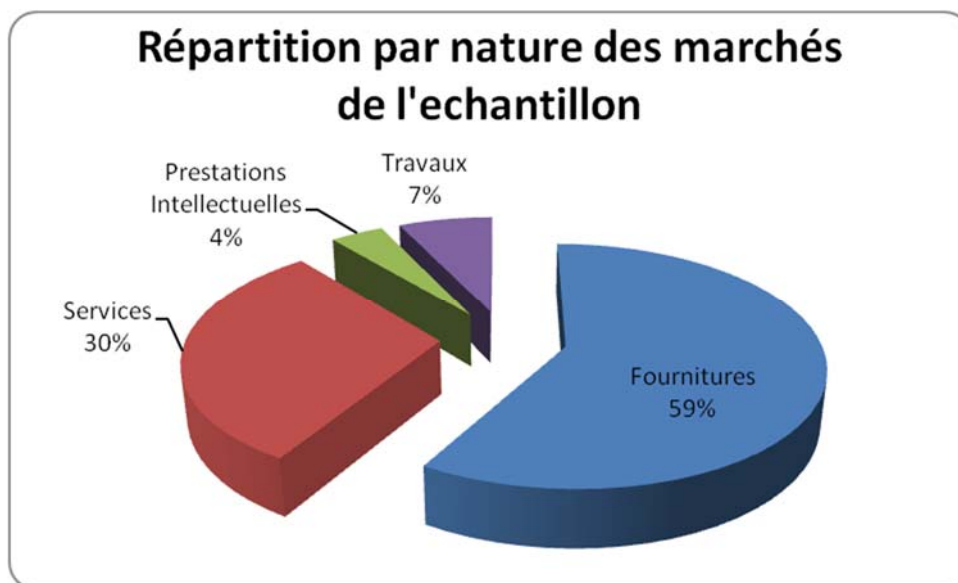
3.2 Constats spécifiques aux marchés examinés

3.2.1 Echantillon

- Dans le cadre de nos travaux d'audit, nous avons reçu la liste des marchés exécutés en 2013 par le MEFP.
- La composition de cette liste ainsi que l'échantillon retenu sont définis dans le tableau ci-dessous :

Modes de passation de marchés	Récapitulatif des marchés passés au titre de la gestion 2013		Échantillon des marchés examinés lors de la présente revue		%	
	Nbre	Montant	Nbre	Montant	Nbre	Montant
Appel d'offres ouvert (AOO)	132	18 479 446 271	8	5 841 360 104	6%	32%
AOO en deux étapes	1	181 653 849	1	181 653 849	100%	100%
Avenant	11	700 521 673	11	700 521 673	100%	100%
Appel d'offres restreint (AOR)	07	440 249 737	07	440 249 737	100%	100%
Prestation Intellectuelle	3	428 236 138	3	428 236 138	100%	100%
Demande de Renseignements et de Prix (DRP)	498	4 375 171 673	21	321 267 014	4%	7%
Entente directe (ED)	06	2 782 581 000	06	2 782 581 000	100%	100%
TOTAL	658	27 387 860 341	57	10 695 869 515	9%	39%

La répartition de notre échantillon par nature de marchés est présentée dans le graphe suivant :



Le graphe ci-dessus indique que l'échantillon comprend :

- 59% de marchés de fournitures pour un montant de 6 261 626 387 FCFA
- 30% de marchés de services pour un montant de 3 252 610 908 CFA
- 07% de marchés de travaux pour un montant de 753 396 082 FCFA
- 04 de marchés de prestation intellectuelle pour un montant de 428 236 138 FCFA

3.2.2 Rappel des seuils de passation des marchés applicables à l'entité auditée (article 53 du CMP)

Pour l'application des procédures de passation des marchés, il est tenu compte des seuils suivants relatifs à la valeur estimée des marchés, TVA comprises :

SEUILS DE PASSATION DE MARCHES en F CFA				
	Etat / Collectivités locales / Etablissements publics	SN ³ / SA ⁴ à participation publique majoritaire	Agences et organismes	
			Dotés de la personnalité morale	Non dotés de la personnalité morale
Fournitures	15 000 000	30 000 000	30 000 000	15 000 000
Travaux	25 000 000	50 000 000	50 000 000	25 000 000
Prestations intellectuelles	25 000 000	30 000 000	30 000 000	25 000 000
Services	15 000 000	30 000 000	30 000 000	15 000 000

Les marchés dont les montants sont inférieurs aux seuils ci-dessus font l'objet de Demande de Renseignements et de Prix (DRP) conformément à l'article 78 du CMP.

³ Sociétés Nationales

⁴ Sociétés Anonymes

3.2.3 Marchés conclus par AOO

Nous avons relevé les constats suivants sur les AOO ci-dessous :

1) **Sur l'AOO DGID: Acquisition de véhicules en trois (03) lots de la DGID d'un montant de 168 000 000 FCFA attribué à SILCAR**

➤ **Limitation**

Nous n'avons pas obtenu les documents suivants :

- Le DAO relatif au marché ;
- L'avis d'appel d'offres et son support de publication conformément à l'article 66 du CMP ;
- La preuve de la transmission du PV d'ouverture des plis aux soumissionnaires conformément à l'article 67 du CMP ;
- Le rapport d'évaluation des offres ;
- Le PV d'attribution provisoire du marché ;
- L'avis publié d'attribution provisoire du marché ;
- Les contrats relatifs aux lots 1 et 3 ;
- Les avis de la DCMP le cas échéant ;
- Les garanties de soumission et de bonne exécution conformément à l'article 114 du CMP ;
- Les pièces relatives à l'exécution du marché pour les lots 1 et 3.

En l'absence des documents importants ci-dessous listés, nous ne pouvons pas nous assurer de la conformité de la procédure de passation de ce marché.

2) **Sur l'AOO IGF: Acquisition de matériels roulants d'un montant de 163 350 000 FCFA attribué à la SENEGALAISE DE L'AUTOMOBILE**

➤ **Limitation**

Nous n'avons pas obtenu les documents suivants :

- La preuve de la transmission du PV d'ouverture des plis aux soumissionnaires conformément à l'article 67 du CMP ;
- Le PV d'attribution provisoire ;
- L'avis d'attribution définitive publié ;
- Les documents d'exécution.

En l'absence des documents ci-dessous listés, nous ne pouvons pas nous assurer de la conformité de la procédure aux articles 67, 83, 84 et aux conditions d'exécution du marché.

➤ **Constats sur les documents obtenus**

- Le délai d'exécution des offres n'est pas précisé sur l'avis d'attribution provisoire en violation de la décision n°003/CRMP fixant les modèles de publication des avis d'attribution provisoire et définitive de marché.
- Le bordereau de livraison n'est pas daté et les informations relatives à l'identité du support de publication sont illisibles.

3) **Sur l'AOO DMTA: Fourniture de 150 véhicules 4*4 station wagon d'un montant de 4 199 940 000 FCFA attribué à CFAO MOTORS SENEGAL**

➤ **Limitation**

Nous n'avons pas obtenu les documents suivants

- Le contrat de marché immatriculé ;
- La notification faite à l'attributaire du marché conformément à l'article 85 du CMP ;
- Les documents relatifs à l'exécution du marché.

En l'absence des documents ci-dessous listés, nous ne pouvons pas nous assurer de la conformité de la procédure à l'article, 85 et aux conditions d'exécution du marché.

4) **Sur l'AOO DGID: Fourniture de matériels de bureau pour un montant de 180 280 400 FCFA attribué à Oumou Informatique Service**

➤ **Limitation**

Nous n'avons pas obtenu les documents suivants

- Le dossier d'appel d'offres ;
- Le PV d'ouverture des plis relatif au marché ;
- La preuve de la transmission du PV d'ouverture des plis aux soumissionnaires conformément à l'article 67 du CMP ;
- Le rapport d'évaluation des offres ;
- Le PV d'attribution provisoire approuvé par l'autorité compétente.

En l'absence des documents ci-dessous listés, nous ne pouvons pas nous assurer de la conformité de la procédure aux articles 58, 67 et 70.

➤ **Constat sur les documents obtenus**

Le délai d'exécution du marché n'est pas mentionné sur l'avis d'attribution définitive en violation de la décision n°003/CRMP fixant les modèles de publication des avis d'attribution provisoire et définitive de marché.

5) Sur l'AOO DTAI: Entretien de matériels IBM d'un montant de 229 158 836 F CFA attribué à LINGUERE NGOUILLE FAMA SUARL**➤ Limitation**

Nous n'avons pas obtenu les documents suivants

- La preuve de la transmission du PV d'ouverture des plis aux soumissionnaires conformément à l'article 67 du CMP ;
- Le PV d'attribution provisoire approuvé par l'autorité compétente ;
- Le contrat de marché immatriculé au niveau de la DCMP ;
- La notification du marché à l'attributaire conformément à l'article 85 du CMP ;
- Les documents relatifs à l'exécution du marché.

En l'absence des documents ci-dessous listés, nous ne pouvons pas nous assurer de la conformité de la procédure aux articles 67, 83, 85, et aux conditions d'exécution du marché.

➤ Constat sur les documents obtenus

Les membres de la commission des marchés ont été convoqués à l'ouverture des offres quatre (04) jours avant la séance en violation de l'article 39 du CMP qui stipule que les convocations aux réunions des commissions des marchés sont adressées à ses membres au moins cinq (05) jours francs avant la date prévue pour la réunion.

6) Sur l'AOO DGI : Acquisition de logiciels et progiciels - fourniture et installation des solutions de maintenance et de mise à niveau de logiciels pour un montant de 164 574 117 FCFA attribué à GSIE TECHNOLOGY**➤ Limitation**

Nous n'avons pas obtenu les documents suivants :

- La preuve de la transmission du PV d'ouverture des plis aux soumissionnaires conformément à l'article 67 du CMP ;
- L'avis d'attribution définitive publié conformément à l'article 85 du CMP ;
- La notification faite à l'attributaire du marché conformément à l'article 85 du CMP ;
- Les documents d'exécution du marché.

En l'absence des documents ci-dessous listés, nous ne pouvons pas nous assurer de la conformité de la procédure aux articles 67, 85, et aux conditions d'exécution du marché.

7) Sur l'AOO DGF: Construction d'un immeuble r+1 à saint louis, la démolition et la construction d'un immeuble à Tambacounda et l'achèvement des centres de contrôles régionaux des finances de Fatick, Kolda d'un montant de 490 080 109 F CFA attribué à BF TRADING SERVICE

➤ **Limitation**

Nous n'avons pas obtenu les documents suivants :

- L'avis d'attribution provisoire et définitive conformément aux articles 83 et 85 du CMP ;
- La preuve de la transmission du PV d'ouverture des plis aux soumissionnaires conformément à l'article 67 du CMP ;
- L'avis de non objection de la DCMP sur le marché ;
- La notification faite à l'attributaire du marché conformément à l'article 85 du CMP ;
- Les documents relatifs à l'exécution du marché ;

En l'absence des documents ci-dessous listés, nous ne pouvons pas nous assurer de la conformité de la procédure aux articles 67, 85, et aux conditions d'exécution du marché.

➤ **Constats sur les documents obtenus**

Les membres de la commission des marchés ont été convoqués à l'ouverture des plis deux jours avant l'ouverture, en violation de l'article 39 du CMP qui stipule que les convocations aux réunions des commissions des marchés sont adressées à ses membres au moins cinq (05) jours francs avant la date prévue pour la réunion.

8) Sur l'AOO DGID: Travaux et réhabilitation des installations électriques des centres fiscaux d'un montant de 181 653 849 FCFA attribué à ETM SARL

➤ **Limitation**

Nous n'avons pas obtenu les documents suivants :

- La preuve de la transmission du PV d'ouverture des plis aux soumissionnaires conformément à l'article 67 du CMP.
- Nous n'avons pas obtenu de documents justifiant le règlement du marché ;

En l'absence des documents ci-dessous listés, nous ne pouvons pas nous assurer de la conformité de la procédure aux articles 67, et aux conditions d'exécution du marché.

➤ **Constat sur les documents obtenus**

L'avis d'appel d'offres a été publié dans un journal le 22/08/2013, toutefois, nous n'avons pas pu identifier l'organe de presse utilisé car le support de publication est illisible.

3.2.4 Marchés conclus par AO en deux étapes

Concernant le seul marché conclu par AO en deux étapes, nous avons fait les constats suivants :

AO en deux étapes DGD : Partenariat de services pour le programme de vérification des importations, des exportations et d'intégration des outils de contrôle au profit de la DGD attribué à COTECNA Inspection SA pour un montant de 2 340 000 000 FCFA HT

- Nous n'avons pas obtenu le courrier motivant le recours à la procédure d'AO en deux étapes adressé à la DCMP conformément à l'article 72 du CMP. Nous n'avons obtenu que la réponse de la DCMP.
- Le marché a été lancé par AO international ouvert en deux étapes. A ce propos, nous avons obtenu deux avis d'appel d'offres international en 2 étapes. Le premier a été publié dans le soleil du 07 Février 2013 qui fixe la date limite du dépôt des offres au 27 mars 2013. Le deuxième avis a été publié dans Jeune Afrique en date du 17 au 23 Février et fixe la date limite de remise des offres au 03 avril 2013. Bien qu'il s'agisse du même avis, les dates de remise des offres diffèrent.

3.2.5 Marchés conclus par AOR

Nous avons fait les constats suivants sur les marchés ci-après passés en AOR :

1) AOR DGD: Acquisition d'un logiciel de centralisation des applications d'un montant de 57 042 380 FCFA attribué à Neurotech

Limitation : nous n'avons obtenu aucun document relatif à ce marché.

2) AOR DGD: Sélection d'un consultant pour réaliser l'audit de la qualité du réseau des applications des douanes sénégalaises (lot 1 et 2) : Lot 1 attribué à Ernest Young pour 39 708 563 FCFA TTC et Lot 2 attribué à 2SI pour un montant de 45 725 000 FCFA TTC

➤ **Limitation**

Nous n'avons pas obtenu les documents suivants :

- La preuve de la transmission du PV d'ouverture des plis aux soumissionnaires conformément à l'article 67 du CMP ;
- L'avis d'attribution provisoire relatif au marché conformément à l'article 83 du CMP ;
- L'avis d'attribution définitive relatif au marché conformément à l'article 85 du CMP.

En l'absence des documents ci-dessous listés, nous ne pouvons pas nous assurer de la conformité de la procédure aux articles 67, 83 et 85.

➤ **Constat sur les documents obtenus**

- Le marché est une prestation intellectuelle passée par appel d'offres restreint en procédure d'urgence. Le courrier du MEFP adressé à la DCMP dans lequel l'urgence est motivée n'a pas été mis à notre disposition. Nous n'avons obtenu que le courrier de réponse de la DCMP, dans lequel elle émet une réserve dans la mesure où la liste restreinte était composée essentiellement de cabinets étrangers, contrairement à ce que stipule l'article 52 du CMP.

- Nous n'avons pas obtenu la nouvelle liste restreinte ni la réponse de la DCMP levant la réserve et autorisant la passation de ce marché par appel d'offres restreint en procédure d'urgence.
- Les dates de soumission pour les deux lots sont le 12/11/2013 et les dates d'approbation le 30/10/2014, soit onze (11) mois plus tard. Ce délai est trop long.

En l'absence de la réponse de la DCMP autorisant la passation du marché par appel d'offres restreint en procédure d'urgence, nous ne pouvons nous prononcer sur ce marché.

3) AOR DGD: Marché relatif à la fourniture de matériels informatiques (lot 1 à 3) : Lot 1 attribué à Neurotech pour 58 195 181 FCFA/ Lot 2 attribué à Neurotech pour 97 389 265 FCFA et Lot 3 Picoméga pour 21 181 000 FCFA

➤ **Limitation**

Nous n'avons pas obtenu les documents suivants :

- Le marché a été passé en procédure d'urgence toutefois, la lettre adressée à la DCMP dans laquelle le caractère d'urgence est motivé n'a pas été mise à notre disposition. Nous ne pouvons donc pas nous prononcer sur le caractère objectif de l'urgence.
- Le dossier d'appel d'offres relatif au marché ;
- La preuve de la transmission du PV d'ouverture des offres aux soumissionnaires conformément à l'article 67 du CMP ;
- Les avis d'attribution provisoire et définitive relatifs au marché conformément aux articles 83 et 85 du CMP ;
- Le marché immatriculé au niveau de la DCMP ;
- Les documents relatifs à l'exécution du marché.

En l'absence des documents ci-dessous listés, nous ne pouvons pas nous assurer de la conformité de la procédure aux articles 58, 67, 83, 85 et aux conditions d'exécution du marché.

➤ **Constat sur les documents obtenus**

- Les lettres d'invitation ne donnent pas une indication détaillée des documents à joindre pour justifier des capacités à soumissionner en violation de l'article 74 du CMP. Par ailleurs, la situation d'urgence n'a pas été invoquée dans la lettre d'invitation en violation de l'article 73 du CMP.
- Le PV d'ouverture des plis date du 31 Octobre 2012, et le PV d'attribution du 23 novembre 2012. Le délai de 21 jours entre l'ouverture des plis et l'approbation du rapport d'évaluation n'a pas été respecté.

En l'absence des documents importants ci-dessous listés, nous ne pouvons pas nous assurer de la conformité de la procédure de passation de ce marché.

4) AOR DSID: Marché relatif à la Numérisation des archives de déclaration et des notes réglementaires douanières attribué à Discovery & translation sahel archivage pour un montant de 48 363 905 FCFA TTC

➤ **Limitation**

Nous n'avons pas obtenu les documents suivants :

- Le marché a été passé en procédure d'urgence toutefois, la lettre adressée à la DCMP dans laquelle le caractère d'urgence est motivé n'a pas été mise à notre disposition. Nous ne pouvons donc pas nous prononcer sur le caractère objectif de l'urgence.
- Le DAO relatif au marché ;
- Le PV d'ouverture des plis ;
- le PV d'attribution provisoire du marché ;
- La preuve de la transmission des PV d'ouverture des offres aux soumissionnaires conformément à l'article 67 du CMP ;
- Le rapport d'évaluation des offres ;
- Les garanties requises conformément aux articles 113 et 114 du CMP ;
- Les avis publiés d'attribution provisoire et définitive conformément aux articles 83 et 85 du CMP ;
- Le marché immatriculé au niveau de la DCMP ;
- Les documents relatifs à l'exécution du marché.

En l'absence des documents ci-dessous listés, nous ne pouvons pas nous assurer de la conformité de la procédure aux articles 58, 67, 83, 85, 113, 114, et aux conditions d'exécution du marché.

➤ **Constat sur les documents obtenus**

- Les lettres d'invitation ne donnent pas une indication détaillée des documents à joindre pour justifier des capacités à soumissionner conformément à l'article 74 du CMP.
- La situation d'urgence n'a pas été invoquée dans la lettre d'invitation en violation de l'article 73 du CMP.
- Le deuxième courrier de la DCMP en date du 05 Juin 2013, concerne l'approbation de deux projets de marché dont le marché de « Numérisation des archives de déclaration et des notes réglementaires douanières ». Toutefois, nous avons constaté une erreur sur l'attributaire du marché. En effet, la lettre de la DCMP fait référence à MATOOKAI comme attributaire du marché alors qu'il s'agit de Discovery.

En l'absence des documents importants ci-dessous listés, nous ne pouvons-nous assurer de la conformité de la procédure de passation de ce marché.

5) AOR DSID: Marché relatif à la Fourniture et installation de divers licences et logiciels attribué à CFAO Technologie pour un montant de 72 644 443 FCFA TTC

Limitation : nous n'avons obtenu aucun document relatif à ce marché.

3.2.6 Marchés de prestations intellectuelles

1) PI DTAI: Sélection d'un consultant chargé de réaliser le "workflow courrier" du MEF d'un montant de 38 940 000 FCFA TTC attribué à Interquad bureautique

➤ **Limitation**

Nous n'avons pas obtenu les documents suivants :

- La preuve de la transmission des PV d'ouverture des plis aux soumissionnaires conformément à l'article 67 du CMP ;
- L'avis publié d'attribution définitive conformément à l'article 85 du CMP.

En l'absence des documents ci-dessous listés, nous ne pouvons pas nous assurer de la conformité de la procédure aux articles 67 et 85.

2) PI PCRBF: Sélection d'un consultant pour réaliser un système automatisé de gestion des missions de l'IGF d'un montant de 143 319 496 FCFA TTC attribué à GSIE Technologie

➤ **Limitation**

Nous n'avons pas obtenu les documents suivants :

- La DP relative au marché ;
- La notification faite à l'attributaire du marché ;
- Le marché immatriculé au niveau de la DCMP ;
- Les documents d'exécution ne sont pas exhaustifs. En effet, nous avons reçu deux décomptes dont :
 - le premier en date du 04 Août 2014 pour une autorisation de virement d'un montant de 18 218 580 FCFA qui correspondent au paiement de 15% du marché,
 - le deuxième en date du 06 janvier 2015, pour une autorisation de virement d'un montant de 36 437 160 FCFA correspondant à 30% du marché,

Le montant total cumulé est de 54 655 740 FCA, soit un restant à payer de 88 663 756 FCFA.

En l'absence des documents ci-dessous listés, nous ne pouvons pas nous assurer de la conformité de la procédure aux articles 80, 85 et aux conditions d'exécution du marché.

3) **PI PCRBF: Sélection d'un consultant pour la formulation et la mise en œuvre d'une stratégie de conduite du changement pour le développement et le déploiement d'un système intégré de l'information d'un montant de 245 976 642 F CFA attribué à CRC SOGEMA.**

➤ **Limitation**

Nous n'avons pas obtenu les documents suivants :

- La demande de proposition ;
- La preuve de la transmission du PV d'ouverture des plis aux soumissionnaires conformément à l'article 67 du CMP ;
- Les documents relatifs à l'exécution du marché.

En l'absence des documents ci-dessous listés, nous ne pouvons pas nous assurer de la conformité de la procédure aux articles 67, 80 et aux conditions d'exécution du marché.

3.2.7 Marchés conclus par DRP

✚ Nous avons relevé les constats généraux sur les DRP du MEFP ci-dessous :

- La DCMP n'est pas informée de l'attribution des DRP en violation de 78 du CMP.
- Le Ministère de l'Economie, des Finances et du Plan n'utilise pas les dossiers types de DRP.

✚ Nous avons relevé les constats spécifiques sur les DRP suivantes :

1) **DRP DGF : Travaux d'aménagement et de modification des locaux du CRF de Louga (DGF) d'un montant de 9 600 521 FCFA attribué à la Société Africaine de Bâtiment**

Les candidats non retenus n'ont pas été informés du rejet de leurs offres en violation de l'article 78 du CMP.

2) **DRP DGCPT: Installation d'un réseau électrique aérien basse tension de la perception de Guédiawaye d'un montant de 7 196 965 FCFA attribué à Alliance distribution services**

Les délais d'exécution ne sont mentionnés dans aucun des documents obtenus.

3) **DRP DTAI : Formation du personnel d'appui de la DTAI d'un montant de 24 980 010 FCFA attribué à Profil**

Le délai minimum de 5 jours requis entre la date de convocation des membres de la commission et la date d'ouverture des plis n'a pas été respecté en violation de l'article 39 du CMP. La convocation date du 11 Novembre 2013, alors que la réunion de dépouillement des DRP était prévue au 13 Novembre 2013, soit un délai de 02 jours.

4) **DRP DTAI: Mise en place de la plateforme de développement « AGILE » d'un montant de 24 800 000 FCFA attribué à JCS**

Le délai de 5 jours requis entre la date de convocation des membres de la commission et la date d'ouverture des plis n'a pas été respecté, en violation de l'article 39 du CMP. La convocation date du 11 Novembre 2013, alors que la réunion de dépouillement des DRP est prévue au 13 Novembre 2013, soit un délai de 02 jours

5) **DRP DSID: Sélection d'un consultant pour les missions : étude du secteur de l'énergie, étude du secteur de l'éducation et création d'un site web attribué Lot 1 Oasis média group/ Lot 2 Best group/ Lot 3 AZ consulting**

- Le rapport d'évaluation mis à notre disposition indique un montant estimatif de 50 692 000 FCFA. La procédure de passation de marché a été passée sous forme de DRP. Or au delà de 25 000 000 la passation de marché par appel d'offres est exigée.
- Nous n'avons pas obtenu les contrats signés.

6) **DRP DMC: Acquisition de matériels et mobiliers de bureau au profit de la direction de la monnaie et du crédit d'un montant de 13 493 300 FCA attribué à DAOUD BUREAUX.**

Nous n'avons pas obtenu les notifications de rejet des offres faites aux candidats non retenus conformément à l'article 78 du CMP.

7) **DRP DGD: Acquisition de mobilier de bureau d'un montant de 7 941 400 F CFA attribué à PRESTILUX.**

Nous n'avons pas obtenu les notifications de rejet des offres faites aux candidats non retenus conformément à l'article 78 du CMP.

8) **DRP DTAI: Travaux de réhabilitation et d'aménagement de locaux de la direction du traitement automatique de l'information d'un montant de 24 880 000 FCFA attribué à ARSO COMPANY.**

Nous n'avons pas obtenu les notifications de rejet des offres faites aux candidats non retenus conformément à l'article 78 du CMP.

9) **DRP DAGE: Achat de vingt onduleurs de marque LIGHT WAVE 1500VA d'un montant de 4 985 500 F CFA attribué à SIETRA**

➤ **Limitation**

Nous n'avons pas obtenu les documents suivants :

- Le cahier des charges transmis aux candidats sélectionnés ;
- Le PV d'ouverture des plis ;
- Le PV d'attribution provisoire ;
- Les notifications de rejet des offres faites aux candidats non retenus conformément à l'article 78 du CMP ;
- Le contrat signé ;
- Les documents relatifs à l'exécution.

En l'absence des documents ci-dessus cités, nous ne pouvons pas nous prononcer sur la conformité de la procédure de passation de cette DRP.

10) **DRP DGD: Fourniture de mobilier de bureau au profit de la direction générale des douanes d'un montant de 14 846 760 F CFA attribué à ETS HUSSEN MEHDI :**

➤ **Limitation**

Nous n'avons pas obtenu les documents suivants :

- Le cahier des charges ;
- Le contrat signé ;

- Les notifications de rejet des offres faites aux candidats non retenus en violation de l'article 78 du CMP.

➤ **Constat sur les documents obtenus**

Les membres de la commission des marchés sont convoqués à l'ouverture des plis 2 jours avant la séance. Le délai de 5 jours requis entre la date de convocation des membres de la commission et la date d'ouverture des plis n'a donc pas été respecté, en violation de l'article 39 du CMP.

11) DRP DASP/PASP: Acquisition de matériels et mobiliers de bureau d'un montant de 26 725 340 F CFA attribué à Société Sénégalaise de Bureautique (SSB) ET SENEGAL EQUIP.

Les membres de la commission des marchés sont convoqués à l'ouverture des plis 4 jours avant la séance. Le délai de 5 jours requis entre la date de convocation des membres de la commission et la date d'ouverture des plis n'a pas été respecté, en violation de l'article 39 du CMP.

12) DRP DAGE: Travaux de peinture au niveau de l'immeuble R+4 ex ministère de l'enseignement technique et de la formation d'un montant de 24 985 202 F CFA attribué à Delta Groupe International :

- Nous n'avons pas obtenu les notifications de rejet des offres faites aux candidats non retenus en violation de l'article 78 du CMP.
- Les membres de la commission des marchés sont convoqués à l'ouverture des plis 4 jours avant la séance. Le délai de 5 jours requis entre la date de convocation des membres de la commission et la date d'ouverture des plis n'a pas été respecté, en violation de l'article 39 du CMP.

13) DRP DGD : Acquisition de coffres forts au profit de la direction générale des douanes d'un montant de 14 632 000 F CFA attribué à OUMOU INFORMATIQUE SERVICE :

➤ **Limitation**

Nous n'avons pas obtenu les documents suivants :

- Le cahier des charges transmis aux candidats sélectionnés ;
- Le contrat signé ;
- Les notifications de rejet des offres faites aux candidats non retenus conformément à l'article 78 du CMP ;
- Les membres de la commission des marchés sont convoqués à l'ouverture des plis 3 jours avant la séance. Le délai de 5 jours requis entre la date de convocation des membres de la commission et la date d'ouverture des plis n'a pas été respecté, en violation de l'article 39 du CMP.

14) DRP DMTA: Divers services d'entretien et maintenance des installations (Electrique, adduction d'eau, autocommutateurs, téléphone) d'un montant de 13 680 380 F CFA attribué à PRESTEL (2 200 000 FCFA TTC),POLYSERVICES ETS (4 499 930 FCFA TTC), IBRAHIMA NDIAYE (2 500 000 FCFA TTC), SENY MANE (1 784 160 FCFA TTC),ABIBATOU BODIAN (2 696 300 FCFA TTC)

Nous n'avons pas obtenu les notifications de rejet des offres faites aux candidats non retenus en violation de l'article 78 du CMP.

3.2.8 Marchés passés par Entente Directe

Nous n'avons pas relevé d'anomalies significatives pour les marchés passés par entente directe du MEFP.

3.2.9 Avenants

Sur les avenants revus, nous avons fait les constats suivants :

Avenant DGCPT : Renouvellement du marché de clientèle relatif au nettoyage de la direction générale de la comptabilité publique et du trésor pour un montant de 33 000 012 F CFA attribué à LINGUERE NGOUILLE FAMA SUARL

L'avenant mis à notre disposition n'est pas approuvé par l'autorité contractante.

3.2.10 Evaluation des fractionnements potentiels

Les demandes de renseignement et de prix sont au nombre de 498 pour un montant total de 4 375 171 673 FCFA. Des DRP de même nature passées par des directions différentes ont été décelées et qui auraient pu être regroupées et faire l'objet d'une procédure par appel d'offres. Toutefois, selon nos interlocuteurs, l'organisation actuelle du MEFP fait que le budget de chaque direction est géré par un administrateur de crédit qui est en même temps la personne responsable de marchés.

3.2.11 Marchés ayant fait l'objet d'un recours auprès du Comité de Règlement des Différends de l'ARMP

Nous n'avons pas relevés d'anomalies significatives sur les marchés ayant fait l'objet de recours auprès du Comité de Règlement des Différends.

3.3 Constats relatifs à l'exécution financière

Nous n'avons pas relevé d'anomalies significatives sur les quelques marchés pour lesquels nous avons obtenu les documents d'exécution.

Toutefois, pour plusieurs marchés, nous n'avons pas obtenu les documents d'exécution pour réaliser les contrôles nécessaires Cf. 3.2.3 à 3.2.7 : **limitation**.

3.4 Constats relatifs au contrôle de matérialité

Nous n'avons pas effectué de contrôles de matérialité sur les marchés du MEFP du fait des limitations constatées sur la disponibilité des documents importants

.

4. SYNTHESE DES NON CONFORMITES ET RECOMMANDATIONS

N° d'ordre	Constats	Recommandations
Dispositif Organisationnel		
1	Nous n'avons pas obtenu le document nommant les membres de la cellule du Ministère de l'Economie, des Finances et du Plan.	Nous recommandons au MEFP de mettre à la disposition des auditeurs les documents demandés dans le cadre de la revue indépendante de passation des marchés.
2	Le rapport annuel n'a pas été produit par la Cellule de Passation des marchés contrairement à ce que stipule l'arrêté N° 012787 du 26.12.2012 relatif à l'organisation et au fonctionnement des cellules de passation des marchés des autorités contractantes pris en application de l'article 35 du Code des Marchés publics.	Nous recommandons à la Cellule de Passation du MEFP de produire les rapports annuels avant le 31 mars de chaque année conformément à l'article 143 du CMP.
3	Nous avons obtenu l'Avis Général de Passation des Marchés pour la gestion 2013, toutefois, nous n'avons pas obtenu la preuve de sa publication. Nous ne pouvons donc pas nous prononcer sur la conformité à l'article 06 du CMP qui stipule que l'avis général doit être établi et publié avant la fin du mois de janvier de l'année prévue pour leur passation.	Nous recommandons au MEFP de publier l'avis Général de passation des Marchés avant la fin du mois de janvier de l'année prévue pour leur passation conformément à l'article 06 du CMP.

N° d'ordre	Constats	Recommandations
4	<p>Pour les marchés ci-dessous, nous ne pouvons pas nous prononcer sur la conformité de la procédure de passation de marchés du fait de l'absence de documents importants :</p> <ol style="list-style-type: none"> 1 AOO DGID: Acquisition de véhicules en trois (03) lots de la DGID d'un montant de 168 000 000 FCFA attribué à SILCAR 2 AOO DGID: Fourniture matériels de bureau pour un montant de 180 280 400 attribué à Oumou Informatique Service 3 AOR DGD: Acquisition d'un logiciel de centralisation des applications d'un montant de 57 042 380 FCFA attribué à Neurotech 4 AOR DGD: Sélection d'un consultant pour réaliser l'audit de la qualité du réseau des applications des douanes sénégalaises (lot 1 et 2) : Lot 1 attribué à Ernest Young pour 39 708 563 FCFA TTC et Lot 2 attribué à 2SI pour un montant de 45 725 000 FCFA TTC 5 AOR DGD: Marché relatif à la fourniture de matériels informatiques (lot 1 à 3) : Lot 1 attribué à Neurotech pour 58 195 181 FCFA/ Lot 2 attribué à Neurotech pour 97 389 265 FCFA et Lot 3 Picoméga pour 21 181 000 FCFA 6 AOR DSID: Marché relatif à la Numérisation des archives de déclaration et des notes réglementaires douanières attribué à Discovery & translation sahel archivage pour un montant de 48 363 905 FCFA TTC 7 AOR DSID: Marché relatif à la Fourniture et l'installation de divers licences et logiciels attribué à CFAO Technologie pour un montant de 72 644 443 FCFA TTC 	<p>Nous recommandons au MEFP d'archiver tous les dossiers de marché conformément au manuel de classement diffusé par l'ARMP.</p>
5	<p>Nous avons constaté un important défaut d'archivage des documents de marchés.</p>	<p>Nous recommandons à la Cellule du MEFP de veiller au classement et à l'archivage de tous les documents relatifs aux marchés publics passés par les différentes directions conformément au manuel de classement et d'archivage élaboré et diffusé par l'ARMP.</p>

N° d'ordre	Constats	Recommandations
APPELS D'OFFRES OUVERTS		
1	<p>AOO IGF : Acquisition de matériels roulants d'un montant de 163 350 000 FCFA, attribué à la Sénégalaise de l'Automobile :</p> <p>Le délai d'exécution des offres n'est pas précisé sur l'avis d'attribution provisoire.</p>	Nous recommandons au MEFP de respecter le modèle type de publication des avis d'attribution conformément à la décision n°0nn003/CRMP.
2	<p>Pour les AOO ci-dessous :</p> <p>1 AOO DTAI : Entretien de matériels IBM d'un montant de 229 158 836 F CFA attribué à Linguère Ngouille Fama SUARL</p> <p>2 AOO DGF : Construction d'un immeuble r+1 à saint louis, la démolition et la construction d'un immeuble à Tambacounda et l'achèvement des centres de contrôles régionaux des finances de Fatick, Kolda d'un montant de 490 080 109 F CFA, attribué à BF TRADING SERVICE :</p> <p>Le délai de convocation des membres de la commission des marchés n'a pas été respecté.</p>	Nous recommandons au MEFP de respecter l'article 39 du CMP et de convoquer les membres de la commission cinq jours francs avant la date prévue pour la réunion.
APPELS D'OFFRES RESTREINTS		
1	<p>AOR : Sélection d'un consultant pour réaliser l'audit de la qualité du réseau des applications des douanes sénégalaises (lot 1 et 2) : lot 1 attribué à Ernst Young pour 39 708 563 FCFA et lot 2 attribué à 2SI pour un montant de 45 725 000 FCFA TTC :</p> <p>Le délai entre la souscription 12/11/2013 et l'approbation 30/11/2014 est trop long soit 11 mois.</p>	Nous recommandons au MEFP de veiller au suivi des contrats afin de limiter les délais de traitement.
2	<p>Pour les AOR ci-dessous :</p> <p>AOR DGD : Marché relatif à la fourniture de matériels informatiques (lot 1 et 3), lot 1 attribué à Neurotech pour 58 195 181 FCFA / lot 2 attribué à Neurotech pour 97 389 265 FCFA et lot 3 Picoméga pour 21 181 000 FCFA ;</p> <p>AOR DSID : Marché relatif à la Numérisation des archives de déclaration et des notes réglementaires douanières attribué à Discovery & translation sahel archivage pour un montant de 48 363 905 FCFA TTC :</p> <p>Les lettres d'invitation ne donnent pas une indication détaillée des documents à joindre pour justifier des capacités à soumissionner. La situation d'urgence n'a pas été invoquée dans la lettre d'invitation</p>	Nous recommandons au MEFP, de faire appliquer les dispositions des articles 73 et 74 du CMP.

N° d'ordre	Constats	Recommandations
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS ET DE PRIX		
1	<p>Nous avons relevé les constats généraux sur l'ensemble des DRP du MEFP ci-dessous :</p> <ul style="list-style-type: none"> - La DCMP n'est pas informée de l'attribution des DRP en violation de 78 du CMP. - Le Ministère de l'Economie, des Finances et du Plan n'utilise pas les dossiers types de DRP. 	<p>Nous recommandons au MEFP de communiquer à la DCMP pour assurer la collecte et l'analyse des données ainsi que l'établissement des statistiques sur les marchés publics, la liste des personnes consultées, le nom de l'attributaire ainsi que la nature et le montant du marché conformément à l'article 78.</p> <p>Nous recommandons au MEFP d'utiliser les dossiers types de DRP diffusés par la DCMP.</p>
2	<p>DRP DGF : Travaux d'aménagement et de modification des locaux du CRF de Louga (DGF) d'un montant de 9 600 521 FCFA attribué à la Société Africaine de Bâtiment</p> <ul style="list-style-type: none"> - Les candidats non retenus n'ont pas été informés du rejet de leurs offres en violation de l'article 78 du CMP. 	<p>Nous recommandons au MEFP d'informer les candidats non retenus du rejet de leurs offres conformément à l'article 78 du CMP.</p>
3	<p>DRP DGCPT: Installation d'un réseau électrique aérien basse tension de la perception de Guédiawaye d'un montant de 7 196 965 FCFA attribué à Alliance distribution services</p> <ul style="list-style-type: none"> - Les délais d'exécution ne sont mentionnés dans aucun des documents obtenus. 	<p>Nous recommandons au MEFP de veiller à l'indication des délais d'exécution du marché.</p>

N° d'ordre	Constats	Recommandations
4	<p>Pour les DRP ci-dessous :</p> <ol style="list-style-type: none"> 1 DRP DTAI: Formation du personnel d'appui de la DTAI d'un montant de 24 980 010 FCFA attribué à Profil 2 DRP DTAI: Mise en place de la plateforme de développement « AGILE » d'un montant de 24 800 000 FCFA attribué à JCS 3 DRP DGD: Fourniture de mobilier de bureau au profit de la direction générale des douanes d'un montant de 14 846 760 F CFA attribué à ETS HUSSEN MEHDI 4 DRP DASP/PASP: Acquisition de matériels et mobiliers de bureau d'un montant de 26 725 340 F CFA attribué à Société Sénégalaise de Bureautique (SSB) ET SENEGAL EQUIP. 5 DRP DAGE: Travaux de peinture au niveau de l'immeuble R+4 ex ministère de l'enseignement technique et de la formation d'un montant de 24 985 202 FCFA attribué à Delta Groupe International 6 DRP DGD : Acquisition de coffres forts au profit de la direction générale des douanes d'un montant de 14 632 000 F CFA attribué à OUMOU INFORMATIQUE SERVICE. <p>Le délai minimum de 5 jours requis entre la date de convocation des membres de la commission et la date d'ouverture des plis n'a pas été respecté en violation de l'article 39 du CMP.</p>	<p>Nous recommandons au MEFP de veiller au respect des 5 jours minimum requis pour la convocation des membres de la commission conformément à l'article 39 du CMP</p>
5	<p>DRP DSID: Sélection d'un consultant pour les missions : étude du secteur de l'énergie, étude du secteur de l'éducation et création d'un site web attribué Lot 1 Oasis média group/ Lot 2 Best group/ Lot 3 AZ consulting</p> <ul style="list-style-type: none"> - Le rapport d'évaluation mis à notre disposition indique un montant estimatif de 50 692 000 FCFA. La procédure de passation de marchés a été passée sous forme de DRP. Or au delà de 25 000 000 FCFA la passation de marché par appel d'offres est exigée. 	<p>Nous recommandons au MEFP de respecter les modes de passation définis selon les seuils fixés par le CMP.</p>

N° d'ordre	Constats	Recommandations
6	<p>Pour les DRP ci-dessous :</p> <ol style="list-style-type: none"> 1 DRP DMC: Acquisition de matériels et mobiliers de bureau au profit de la direction de la monnaie et du crédit d'un montant de 13 493 300 FCA attribué à DAOUD BUREAUX. 2 DRP DGD : Acquisition de mobilier de bureau d'un montant de 7 941 400 F CFA attribué à PRESTILUX. 3 DRP DTAI: Travaux de réhabilitation et d'aménagement de locaux de la direction du traitement automatique de l'information d'un montant de 24 880 000 FCFA attribué à ARSO COMPANY. 4 DRP DAGE: Travaux de peinture au niveau de l'immeuble R+4 ex ministère de l'enseignement technique et de la formation d'un montant de 24 985 202 F CFA attribué à Delta Groupe International 5 DRP DPÉE: Acquisition de matériel et mobilier de bureau au profit de la direction de la prévision et des études économiques d'un montant de 6 726 000 F CFA attribué à MASTER OFFICE. 6 DRP DGD : Acquisition de coffres forts au profit de la direction générale des douanes d'un montant de 14 632 000 F CFA attribué à OUMOU INFORMATIQUE SERVICE. 7 DRP DMTA: Divers services d'entretien et maintenance des installations de DMTA (Electrique ,adduction d'eau, autocommutateurs, téléphone) d'un montant de 13 680 380 F CFA attribué à PRESTEL (2 200 000 FCFA TTC),POLYSERVICES ETS (4 499 930 FCFA TTC), IBRAHIMA NDIAYE (2 500 000 FCFA TTC), SENY MANE (1 784 160 FCFA TTC),ABIBATOU BODIAN (2 696 300 FCFA TTC) <p>Nous n'avons pas obtenu les notifications de rejet des offres faites aux candidats non retenus en violation de l'article 78 du CMP.</p>	<p>Nous recommandons au MEFP d'informer les candidats non retenus du rejet de leurs offres conformément à l'article 78 du CMP.</p>

N° d'ordre	Constats	Recommandations
7	<p>DRP DAGE : Achat de vingt onduleurs de marque LIGHT WAVE 1500VA d'un montant de 4 985 500 F CFA attribué à SIETRA</p> <p>Les documents importants tels que le cahier des charges, le PV d'ouverture des plis, le contrat et les documents d'exécution n'ont pas été mis à notre disposition. Par conséquent, nous ne pouvons pas nous assurer de la conformité de la procédure de passation de marchés pour cette DRP.</p>	<p>Nous recommandons au MEFP d'archiver tous les dossiers de marché conformément au manuel de classement diffusé par l'ARMP.</p>

5. SUIVI DES RECOMMANDATIONS ANTERIEURES

N°	Principales recommandations formulées lors de la revue de l'exercice 2012	Niveau d'application et commentaires
1	La liste des membres de la commission des marchés n'est pas exhaustive	Nous n'avons pas obtenu la liste des membres de la commission pour la gestion audité
2	La CPM n'est impliquée que dans la phase de passation, et est de ce fait exclue de l'exécution, singulièrement dans les cas des marchés passés par entente directe	Non résolu
3	La CPM ne suit pas l'exécution des marchés	Non résolu
4	L'AC n'a pas établi de compte rendu détaillé de la procédure de passation et d'exécution pour les marchés par ED	Non résolu
5	La non transmission des PV d'attribution de DRP ayant atteint le seuil de contrats écrits	Non résolu
6	La non approbation formelle des procès-verbaux d'attribution relatifs aux appels d'offres par la personne responsable du marché	Partiellement résolu
7	Le plan de passation n'est pas règlementaire, il est constitué d'une compilation de plans des différentes directions comme s'il s'agissait des autorités contractantes au sens de l'article 2 du CMP	Non résolu
8	Le dispositif d'archivage et de classement est défaillant	Non résolu
9	Le non-respect du délai de validation des offres	Non résolu
10	Le long délai entre l'ouverture des offres et l'attribution provisoire	Partiellement résolu
11	Le respect du délai des 30 jours pour le dépôt des offres	Résolu
12	La non inscription d'avenant dans le PPM	Non résolu

6. STATISTIQUES DES ANOMALIES

Anomalies /Marchés	AOO	AOR	DRP	PI	TOTAL	Statistiques des anomalies
Défaut d'archivage	12	03	17	03	57	61%
Absence de preuve de la transmission du PV d'ouverture des offres aux soumissionnaires	08				12	67%
Absence d'invocation de la situation d'urgence sur les lettres d'invitation pour les AOR		02			03	67%
Très long délai entre la soumission et l'approbation		02			8	25%
Attribution des DRP non communiquées à la DCMP			21		21	100%
Non utilisation du dossier type de DRP			20		21	95%
Absence de notification de rejet pour les candidats non retenus			11		21	52%
Non-respect des 5 jours minimum requis pour la convocation des membres de la commission			06		15	28%
Absence de contrat d'avenant approuvé		02			08	25%
Absence d'avis de non objection de la DCMP		02			08	25%

7. ANNEXES

7.1 Réponses de l'Autorité Contractante

N° d'ordre	Constats	Recommandations	Commentaires du MEFP
Dispositif Organisationnel			
1	Nous n'avons pas obtenu le document nommant les membres de la commission et de la cellule du Ministère de l'Economie, des Finances et du Plan.	Nous recommandons au MEFP de mettre à la disposition des auditeurs les documents demandés dans le cadre de la revue indépendante de passation des marchés.	L'acte nommant les membres de la Commission vous est transmis en pièce jointe. Par contre les agents de la cellule sont affectés par note de service du Ministre.
2	Le rapport annuel n'a pas été produit par la Cellule de Passation des marchés contrairement à ce que stipule l'arrêté N° 012787 du 26.12.2012 relatif à l'organisation et au fonctionnement des cellules de passation des marchés des autorités contractantes pris en application de l'article 35 du Code des Marchés publics.	Nous recommandons à la Cellule de Passation du MEFP de produire les rapports annuels avant le 31 mars de chaque année conformément à l'article 143 du CMP.	Il est établi pour chaque trimestre un rapport sur les marchés passés au sein du département.
3	Nous avons obtenu l'Avis Général de Passation des Marchés pour la gestion 2013, toutefois, nous n'avons pas obtenu la preuve de sa publication. Nous ne pouvons donc pas nous prononcer sur la conformité à l'article 06 du CMP qui stipule que l'avis général doit être établi et publié avant la fin du mois de janvier de l'année prévue pour leur passation.	Nous recommandons au MEFP de publier l'avis Général de passation des Marchés avant la fin du mois de janvier de l'année prévue pour leur passation conformément à l'article 06 du CMP.	L'avis général est publié chaque année dans un journal quotidien de grande diffusion. D'ailleurs les services ne peuvent entamer leur procédure sans la publication de l'AGPM. La référence de publication vous sera communiquée

N° d'ordre	Constats	Recommandations	Commentaires du MEFP
4	<p>Pour les marchés ci-dessous, nous ne pouvons pas nous prononcer sur la conformité de la procédure de passation de marchés du fait de l'absence de documents importants :</p> <ol style="list-style-type: none"> 1 AOO DGID: Acquisition de véhicules en trois (03) lots de la DGID d'un montant de 168 000 000 FCFA attribué à SILCAR 2 AOO DGID: Fourniture matériels de bureau pour un montant de 180 280 400 attribué à Oumou Informatique Service 3 AOR DGD: Acquisition d'un logiciel de centralisation des applications d'un montant de 57 042 380 FCFA attribué à Neurotech 4 AOR DGD: Sélection d'un consultant pour réaliser l'audit de la qualité du réseau des applications des douanes sénégalaises (lot 1 et 2) : Lot 1 attribué à Ernest Young pour 39 708 563 FCFA TTC et Lot 2 attribué à 2SI pour un montant de 45 725 000 FCFA TTC 5 AOR DGD: Marché relatif à la fourniture de matériels informatiques (lot 1 à 3) : Lot 1 attribué à Neurotech pour 58 195 181 FCFA/ Lot 2 attribué à Neurotech pour 97 389 265 FCFA et Lot 3 Picoméga pour 21 181 000 FCFA 6 AOR DSID: Marché relatif à la Numérisation des archives de déclaration et des notes réglementaires douanières attribué à Discovery& translation sahel archivage pour un montant de 48 363 905 FCFA TTC 7 AOR DSID: Marché relatif à la Fourniture et l'installation de divers licences et logiciels attribué à CFAO Technologie pour un montant de 72 644 443 FCFA TTC 	Nous recommandons au MEFP d'archiver tous les dossiers de marché conformément au manuel de classement diffusé par l'ARMP.	Le service d'archivage sera amélioré
5	Nous avons constaté un important défaut d'archivage des documents de marchés.	Nous recommandons à la Cellule du MEFP de veiller au classement et à l'archivage de tous les documents relatifs aux marchés publics passés par les différentes directions conformément au manuel de classement et d'archivage élaboré et diffusé par l'ARMP.	Le service d'archivage sera amélioré

N° d'ordre	Constats	Recommandations	Commentaires du MEFP
APPELS D'OFFRES OUVERTS			
1	<p>AOO IGF : Acquisition de matériels roulants d'un montant de 163 350 000 FCFA, attribué à la Sénégalaise de l'Automobile :</p> <p>Le délai d'exécution des offres n'est pas précisé sur l'avis d'attribution provisoire.</p>	<p>Nous recommandons au MEFP de respecter le modèle type de publication des avis d'attribution conformément à la décision n°0nn003/CRMP.</p>	<p>Les publications des avis d'attribution sont faites pour la plupart des cas à l'insu de la CPM c'est ce qui explique ces manquements</p>
2	<p>Pour les AOO ci-dessous :</p> <p>1 AOO DTAI : Entretien de matériels IBM d'un montant de 229 158 836 F CFA attribué à Linguère Ngouille Fama SUARL</p> <p>2 AOO DGF : Construction d'un immeuble r+1 à saint louis, la démolition et la construction d'un immeuble à Tambacounda et l'achèvement des centres de contrôles régionaux des finances de Fatick, Kolda d'un montant de 490 080 109 F CFA, attribué à BF TRADING SERVICE :</p> <p>Le délai de convocation des membres de la commission des marchés n'a pas été respecté.</p>	<p>Nous recommandons au MEFP de respecter l'article 39 du CMP et de convoquer les membres de la commission cinq jours francs avant la date prévue pour la réunion.</p>	<p>La CPM est en train de veiller au respect de ce délai</p>
APPELS D'OFFRES RESTREINTS			
1	<p>AOR : Sélection d'un consultant pour réaliser l'audit de la qualité du réseau des applications des douanes sénégalaises (lot 1 et 2) : lot 1 attribué à Ernst Young pour 39 708 563 FCFA et lot 2 attribué à 2SI pour un montant de 45 725 000 FCFA TTC :</p> <p>Le délai entre la souscription 12/11/2013 et l'approbation 30/11/2014 est trop long soit 11 mois.</p>	<p>Nous recommandons au MEFP de veiller au suivi des contrats afin de limiter les délais de traitement.</p>	<p>Ces problèmes sont souvent dus à des insuffisances budgétaires constatées à la phase d'approbation des marchés.</p>
2	<p>Pour les AOR ci-dessous :</p> <p>AOR DGD : Marché relatif à la fourniture de matériels informatiques (lot 1 et 3), lot 1 attribué à Neurotech pour 58 195 181 FCFA / lot 2 attribué à Neurotech pour 97 389 265 FCFA et lot 3 Picoméga pour 21 181 000 FCFA ;</p> <p>AOR DSID : Marché relatif à la Numérisation des archives de déclaration et des notes réglementaires douanières attribué à Discovery& translation sahel archivage pour un montant de 48 363 905 FCFA TTC :</p> <p>Les lettres d'invitation ne donnent pas une indication détaillée des documents à joindre pour justifier des capacités à soumissionner. La situation d'urgence n'a pas été invoquée dans la lettre d'invitation.</p>	<p>Nous recommandons au MEFP, de faire appliquer les dispositions des articles 73 et 74 du CMP.</p>	<p>Nous prenons acte pour la situation d'urgence à mentionner dans la lettre d'invitation.</p> <p>S'agissant de l'indication de la capacité à soumissionner, les informations y afférentes sont renseignées dans le dossier d'appel d'offres envoyé en même temps que les lettres d'invitation</p>

N° d'ordre	Constats	Recommandations	Commentaires du MEFP
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS ET DE PRIX			
1	<p>Nous avons relevé les constats généraux sur l'ensemble des DRP du MEFP ci-dessous :</p> <ul style="list-style-type: none"> - La DCMP n'est pas informée de l'attribution des DRP en violation de 78 du CMP. - Le Ministère de l'Economie, des Finances et du Plan n'utilise pas les dossiers types de DRP. 	<p>Nous recommandons au MEFP de communiquer à la DCMP pour assurer la collecte et l'analyse des données ainsi que l'établissement des statistiques sur les marchés publics, la liste des personnes consultées, le nom de l'attributaire ainsi que la nature et le montant du marché conformément à l'article 78.</p> <p>Nous recommandons au MEFP d'utiliser les dossiers types de DRP diffusé par la DCMP.</p>	<p>S'agissant de la non publication des résultats des DRP, elle s'explique par le fait qu'il n'y a pas de conséquence prévue à cet effet</p> <p>Concernant l'utilisation des dossiers types DRP, l'ARMP n'a pas pris d'acte le rendant obligatoire durant cette période</p>
2	<p>DRP DGF : Travaux d'aménagement et de modification des locaux du CRF de Louga (DGF) d'un montant de 9 600 521 FCFA attribué à la Société Africaine de Bâtiment</p> <ul style="list-style-type: none"> - Les candidats non retenus n'ont pas été informés du rejet de leurs offres en violation de l'article 78 du CMP. 	<p>Nous recommandons au MEFP d'informer les candidats non retenus du rejet de leurs offres conformément à l'article 78 du CMP.</p>	<p>Ce manquement sera corrigé.</p>
3	<p>DRP DGCPT: Installation d'un réseau électrique aérien basse tension de la perception de Guédiawaye d'un montant de 7 196 965 FCFA attribué à Alliance distribution services</p> <ul style="list-style-type: none"> - Les délais d'exécution ne sont mentionnés dans aucun des documents obtenus. 	<p>Nous recommandons au MEFP de veiller à l'indication des délais d'exécution du marché.</p>	<p>Les délais d'exécutions figurent dans les détails estimatifs et quantitatifs qui font partie intégrante des contrats.</p>

N° d'ordre	Constats	Recommandations	Commentaires du MEFP
4	<p>Pour les DRP ci-dessous :</p> <p>7 DRP DTAI: Formation du personnel d'appui de la DTAI d'un montant de 24 980 010 FCFA attribué à Profil</p> <p>8 DRP DTAI: Mise en place de la plateforme de développement « AGILE » d'un montant de 24 800 000 FCFA attribué à JCS</p> <p>9 DRP DGD: Fourniture de mobilier de bureau au profit de la direction générale des douanes d'un montant de 14 846 760 F CFA attribué à ETS HUSSEN MEHDI</p> <p>10 DRP DASP/PASP: Acquisition de matériels et mobiliers de bureau d'un montant de 26 725 340 F CFA attribué à Société Sénégalaise de Bureautique (SSB) ET SENEGAL EQUIP.</p> <p>11 DRP DAGE: Travaux de peinture au niveau de l'immeuble R+4 ex ministère de l'enseignement technique et de la formation d'un montant de 24 985 202 FCFA attribué à Delta Groupe International</p> <p>12 DRP DGD : Acquisition de coffres forts au profit de la direction générale des douanes d'un montant de 14 632 000 F CFA attribué à OUMOU INFORMATIQUE SERVICE.</p> <p>Le délai minimum de 5 jours requis entre la date de convocation des membres de la commission et la date d'ouverture des plis n'a pas été respecté en violation de l'article 39 du CMP.</p>	<p>Nous recommandons au MEFP de veiller au respect des 5 jours minimum requis pour la convocation des membres de la commission conformément à l'article 39 du CMP</p>	<p>Nous prenons acte de cette observation.</p>
5	<p>DRP DSID: Sélection d'un consultant pour les missions : étude du secteur de l'énergie, étude du secteur de l'éducation et création d'un site web attribué Lot 1 Oasis média group/ Lot 2 Best group/ Lot 3 AZ consulting</p> <p>- Le rapport d'évaluation mis à notre disposition indique un montant estimatif de 50 692 000 FCFA. La procédure de passation de marchés a été passée sous forme de DRP. Or au delà de 25 000 000 FCFA la passation de marché par appel d'offres est exigée.</p>	<p>Nous recommandons au MEFP de respecter les modes de passation définis selon les seuils fixés par le CMP.</p>	

N° d'ordre	Constats	Recommandations	Commentaires du MEFP
6	<p>Pour les DRP ci-dessous :</p> <ol style="list-style-type: none"> 1 DRP DMC: Acquisition de matériels et mobiliers de bureau au profit de la direction de la monnaie et du crédit d'un montant de 13 493 300 FCA attribué à DAOUD BUREAUX. 2 DRP DGD : Acquisition de mobilier de bureau d'un montant de 7 941 400 F CFA attribué à PRESTILUX. 3 DRP DTAI: Travaux de réhabilitation et d'aménagement de locaux de la direction du traitement automatique de l'information d'un montant de 24 880 000 FCFA attribué à ARSO COMPANY. 4 DRP DAGE: Travaux de peinture au niveau de l'immeuble R+4 ex ministère de l'enseignement technique et de la formation d'un montant de 24 985 202 F CFA attribué à Delta Groupe International 5 DRP DPÉE: Acquisition de matériel et mobilier de bureau au profit de la direction de la prévision et des études économiques d'un montant de 6 726 000 F CFA attribué à MASTER OFFICE. 6 DRP DGD : Acquisition de coffres forts au profit de la direction générale des douanes d'un montant de 14 632 000 F CFA attribué à OUMOU INFORMATIQUE SERVICE. 7 DRP DMTA: Divers services d'entretien et maintenance des installations de DMTA (Electrique ,adduction d'eau, autocommutateurs, téléphone) d'un montant de 13 680 380 F CFA attribué à PRESTEL (2 200 000 FCFA TTC),POLYSERVICES ETS (4 499 930 FCFA TTC), IBRAHIMA NDIAYE (2 500 000 FCFA TTC), SENY MANE (1 784 160 FCFA TTC),ABIBATOU BODIAN (2 696 300 FCFA TTC) <p>Nous n'avons pas obtenu les notifications de rejet des offres faites aux candidats non retenus en violation de l'article 78 du CMP.</p>	<p>Nous recommandons au MEFP d'informer les candidats non retenus du rejet de leurs offres conformément à l'article 78 du CMP.</p>	<p>Cette mesure est en train d'être effectuée par les Responsables de marchés.</p>

N° d'ordre	Constats	Recommandations	Commentaires du MEFP
7	<p>DRP DAGE : Achat de vingt onduleurs de marque LIGHT WAVE 1500VA d'un montant de 4 985 500 F CFA attribué à SIETRA</p> <p>Les documents importants tels que le cahier des charges, le PV d'ouverture des plis, le contrat et les documents d'exécution n'ont pas été mis à notre disposition. Par conséquent, nous ne pouvons pas nous assurer de la conformité de la procédure de passation de marchés pour cette DRP.</p>	<p>Nous recommandons au MEFP d'archiver tous les dossiers de marché conformément au manuel de classement diffusé par l'ARMP.</p>	<p>Nous prenons acte de cette observation</p>

7.2 Réponses du cabinet aux commentaires de l'Autorité Contractante

N° d'ordre	Constats	Recommandations	Commentaires du MEFP
Dispositif Organisationnel			
2	Le rapport annuel n'a pas été produit par la Cellule de Passation des marchés contrairement à ce que stipule l'arrêté N° 012787 du 26.12.2012 relatif à l'organisation et au fonctionnement des cellules de passation des marchés des autorités contractantes pris en application de l'article 35 du Code des Marchés publics.	Nous recommandons à la Cellule de Passation du MEFP de produire les rapports annuels avant le 31 mars de chaque année conformément à l'article 143 du CMP.	Il est établi pour chaque trimestre un rapport sur les marchés passés au sein du département. <u>Avis du Cabinet</u> <i>Ce rapport ne nous a pas été transmis.</i>
3	Nous avons obtenu l'Avis Général de Passation des Marchés pour la gestion 2013, toutefois, nous n'avons pas obtenu la preuve de sa publication. Nous ne pouvons donc pas nous prononcer sur la conformité à l'article 06 du CMP qui stipule que l'avis général doit être établi et publié avant la fin du mois de janvier de l'année prévue pour leur passation.	Nous recommandons au MEFP de publier l'avis Général de passation des Marchés avant la fin du mois de janvier de l'année prévue pour leur passation conformément à l'article 06 du CMP.	L'avis général est publié chaque année dans un journal quotidien de grande diffusion. D'ailleurs les services ne peuvent entamer leur procédure sans la publication de l'AGPM. La référence de publication vous sera communiquée. <u>Avis du Cabinet</u> <i>La référence de l'AGPM ne nous a pas été transmise</i>
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS ET DE PRIX			
5	DRP DSID: Sélection d'un consultant pour les missions : étude du secteur de l'énergie, étude du secteur de l'éducation et création d'un site web attribué Lot 1 Oasis média group/ Lot 2 Best group/ Lot 3 AZ consulting - Le rapport d'évaluation mis à notre disposition indique un montant estimatif de 50 692 000 FCFA. La procédure de passation de marchés a été passée sous forme de DRP. Or au delà de 25 000 000 FCFA la passation de marché par appel d'offres est exigée.	Nous recommandons au MEFP de respecter les modes de passation définis selon les seuils fixés par le CMP.	<u>Avis du Cabinet</u> <i>Nous n'avons pas obtenu de réponse sur ce point.</i>